

L'agricultrice qui rend les écolos verts de rage

Cash. Céline Imart, exploitante de 230 hectares, dans le Tarn, balance sur le glyphosate, la PAC, le bio, etc.

PAR ANDRÉ TRENTIN

« **L'**agriculture, ce n'était a priori pas mon truc. » Céline Imart, 36 ans, regard clair et cheveux blonds, a pourtant repris la ferme familiale il y a neuf ans. Elle se trouve dans le Tarn, à Aguts, petite commune de 200 habitants à peine entre Toulouse et Castres. Céline Imart s'est largement prise au jeu. Et la jeune femme ne se contente pas de passer tracteur et semoirs sur les 230 hectares vallonnés de son exploitation plantés en blé dur, colza, tournesol, soja, pois et semences. Il lui arrive aussi d'être invitée à « L'Emission politique », présentée par Léa Salamé, sur France 2, où, sur un ton mordant, elle avait provoqué Jean-Luc Mélenchon, alors candidat à l'élection présidentielle (« Vous insultez les agriculteurs français »), en mai 2016, et, plus récemment, en novembre dernier, laissé l'ex-ministre Nicolas Hulot sans voix en l'interrogeant sur le diméthoate pulvérisé sur les cerisiers, un insecticide interdit en France mais utilisé dans d'autres pays de l'Union européenne (UE). Résultat, dit-elle, 40 % des cerisiers français ont dû être coupés parce qu'ils étaient attaqués par des larves... Son ton militant, souvent cassant, doit beaucoup au mur d'incompréhension qui s'élève

de plus en plus haut entre citoyens et paysans.

« Les bobos et les intellos ont réalisé un hold-up sur ce que les citoyens doivent penser des paysans. Et pour eux, nous sommes des empoisonneurs et des pollueurs. Il n'y a que les agriculteurs bio et Pierre Rabhi qui trouvent grâce à leurs yeux. Je n'ai rien contre eux, bien sûr, mais c'est injuste, caricatural. » Et puis, elle sent bien que quand on se présente, comme elle, avec l'étiquette Jeunes agriculteurs, une organisation liée au plus puissant syndicat agricole français, la FNSEA, on est de moins en moins audible... Elle déplore aussi cet appel de 500 personnalités pour un « lundi vert » lancé dans *Le Monde*, le 2 janvier dernier, pourtant bien argumenté, qui demande que l'on cesse de consommer de la viande et du poisson chaque lundi pour défendre l'environnement, la santé humaine et réduire la souffrance animale. Parmi les signataires, on trouve des défenseurs historiques de la cause animale (Aymeric Caron, Allain Bougrain-Dubourg) mais aussi des actrices et des acteurs, des animateurs radio ou télé, des intellectuels, des politiques et même une ancienne danseuse étoile et une navigatrice. « Les 500 jettent l'opprobre sur une filière française qui est exemplaire comparée à celles d'autres pays de l'Union européenne, en par- ■■■

Loi Alimentation, des espoirs et des doutes

La loi Alimentation d'octobre 2018 voulue par Emmanuel Macron prône une agriculture plus bio (15 % des surfaces à l'horizon 2022, contre 6,5 % aujourd'hui) et plus saine (découragement du recours aux produits phytosanitaires avec une hausse de 44 % des taxes dès janvier !). La loi Alimentation veut aussi contenir le pouvoir de la grande distribution en encadrant les promotions et en relevant le seuil des ventes à perte de 10 %. Dispositions qui suscitent quelques espoirs parmi les agriculteurs. Sans effacer leurs doutes, car ils savent que la guerre des prix est dans les gènes de la grande distribution, qui commence déjà à chercher des parades.

Militante. Céline Imart sur l'un des champs de blé qu'elle exploite, à Aguts, dans le Tarn, le 4 février.



« Les bobos et les intellos ont réalisé un hold-up sur ce que les citadins doivent penser des paysans. » Céline Imart

C'est le point de vue de Céline Imart, présidente de la Fédération nationale des femmes chefs d'exploitation agricole (FNCFEA). Elle a écrit dans le magazine "Le Point" un article intitulé "Les bobos et les intellos ont réalisé un hold-up sur ce que les citadins doivent penser des paysans".



27 400

euros

C'est le revenu brut moyen annuel des agriculteurs en 2018, dont un quart touchent moins de 7 700 euros (ministère de l'Agriculture).

54,4

heures par semaine

C'est le temps de travail moyen des chefs d'exploitation agricole.

27%

C'est la proportion de femmes chefs d'exploitation en agriculture.



Stand-up. Céline Imart défend l'agriculture conventionnelle à Toulouse, le 13 février 2014.

■ ■ ■ **ticulier à l'est, sans même parler du Brésil ou de l'Argentine. C'est infernal. Les caméras dans les abattoirs, je n'ai rien contre. La souffrance animale, je ne la supporte pas non plus. Quant à se passer de viande le lundi, les signataires devraient savoir que certains en France n'en mangent jamais.**

Dans la ferme de Céline Imart – où habitent encore ses parents agriculteurs retraités –, il règne, en ces jours d'hiver, une faible animation. Deux ou trois pouless' ébattent dans la cour entre le hangar à matériel et les silos à grains. Elève brillante, la jeune Céline fait Sciences po Paris et un master à l'Essec. Une rampe de lancement qui la conduit à devenir responsable financière de la filiale Bolloré Transport Logistics de Santiago du Chili, capitale qu'elle avait appréciée lors d'un stage pendant ses études. La Bolivie, l'Inde... Après Santiago, les propositions du groupe Bolloré ne manquent pas. Mais elle choisit Paris et PricewaterhouseCoopers, le célèbre cabinet d'audit, car – ce n'était pas prévu – elle doit reprendre la ferme familiale à la suite de la disparition accidentelle de son cousin, qui devait succéder à ses parents. Au début, elle confie l'exploitation à des en-

trepreneurs agricoles et supervise les affaires, de loin. Avant de décider de tout plaquer et de revenir dans le Tarn, à la grande surprise de ses parents, qui lui prédisaient une carrière prestigieuse dans les affaires.

Là, en plus de conduire son pick-up Mitsubishi rouge maculé de boue et de passer sa moissonneuse-batteuse, elle trouve le temps d'apparaître en top ultramoulant à une conférence TEDx de Toulouse pour défendre, façon stand-up, devant un large public, l'agriculture conventionnelle. Ce profil atypique lui vaut un flot de critiques sur le Net et des courriers déplaisants sur le thème « une agricultrice qui a travaillé dans la finance internationale ne peut être agricultrice »... « C'est blessant », reconnaît-elle en s'amusant du fait que parfois « des passants s'arrêtent derrière mes haies pour s'assurer que c'est bien une femme qui conduit le tracteur ». Une consolation cependant, les agriculteurs font bloc derrière elle. Même ceux de la Confédération paysanne, le syndicat de gauche, celui de José Bové, retiennent leurs coups à son encontre.

L'affaire du glyphosate, ce dés-herbant soupçonné d'être un can-

2%

C'est le poids de l'agriculture dans le PIB, qui occupe 2,3 % de la population active.

3,3%

C'est le pourcentage des surfaces cultivées en bio pour les grandes cultures en France, contre 19,5 % pour les fruits et les plantes aromatiques ou 17,17 % pour les légumes. (Source : Agence Bio.)

0,6 % du PIB

C'est la proportion des aides agricoles dans l'Union européenne. Un chiffre très proche de celui des États-Unis (0,5 %), mais très éloigné de celui de la Chine (2,3 %). (Source : OCDE.)

25,6 %

C'est, dans le revenu agricole, le poids moyen des aides sans lesquelles 50 % des exploitations seraient dans le rouge.

NB : Tous les chiffres, sauf indication contraire, ont été fournis par l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (Apcv).

cérogène probable par l'OMS, est emblématique des passions soulevées. « Ces dix dernières années, la consommation de produits phytosanitaires a diminué. Comme le taux de nitrates dans les eaux. Mais peu importe, on est exécuté avant d'être jugé. » « Pour en finir avec le diesel, ajoute-t-elle, on attendra jusqu'à 2040 et pour le glyphosate on nous donne trois ans. » Une échéance que le président de la République lui-même, lors d'un débat en janvier à Bourg-de-Péage (Drôme), vient de juger difficilement tenable, alors même que dans les autres pays de l'Union européenne le délai est de cinq ans.

Substituts. Selon l'Inra, il existe bien des substituts à la molécule proposée à la vente par Monsanto. Ainsi, pour supprimer les mauvaises herbes, on peut passer des engins mécaniques pour contrarier la pousse, on peut labourer pour les enfouir ou les déchiqueter. Mais cela réclame un surcroît de main-d'œuvre, de nouveaux équipements et provoque – en raison de passages plus fréquents sur les champs – des rejets accrus de CO₂ dans l'atmosphère. Si toutes ces interventions ne suffisent pas, on peut, dit l'Inra, recourir à des herbicides chimiques encore autorisés, mais qui, à la différence du glyphosate, produit miracle qui les élimine toutes, ne ciblent que certaines mauvaises herbes. Inconvénient, certaines de ces molécules peuvent être plus toxiques que le glyphosate... Dans quelques cas, reconnaît l'Inra (terrains caillouteux ou très en pente, cultures comme les semences ou les légumes de plein champ...), aucune solution n'est praticable. Si, au moins, le blé sans glyphosate était payé davantage que le blé avec...

En France, selon la véhémence agricultrice du Tarn, « on utilise en moyenne 1,5 litre de glyphosate à l'hectare, contre 15 à 20 litres au Brésil ou en Argentine, où, contrairement à ce qui se passe chez nous, la pulvérisation aérienne est autorisée. Si le glyphosate est une pure affaire de santé, alors commençons par interdire les importations ! ». Or l'Union européenne continue d'importer de ces ■ ■ ■

« Si le glyphosate est une pure affaire de santé, alors commençons par interdire les importations ! » Céline Imart



Passionnée. Céline Imart devant les silos à blé de son exploitation, le 4 février.

■■■ pays soja et maïs, qui plus est OGM... Plus illogique encore, selon elle: l'Union a signé un accord commercial avec le Canada (le Ceta) qui est en cours de ratification et comporte un volet agricole. Or, en matière d'environnement, ce pays est bien moins exigeant que l'Union européenne. En plus des OGM, il autorise un herbicide, l'atrazine, plus dangereux que le glyphosate. Et c'est la même chose pour les accords en cours de négociations avec le Mercosur ou avec les États-Unis—même si celles-ci sont au point mort. «Les agriculteurs sont la monnaie d'échange des accords commerciaux négociés par l'Union européenne.»

Et cela au moment même où la politique agricole commune (PAC) n'en finit pas de s'étioler. Depuis la grande réforme de 1992, le soutien aux prix a disparu, les productions ne sont plus encouragées, le volume des aides directes aux exploitants diminue et, pour couronner le tout, les décisions sont de plus en plus souvent laissées à l'appréciation des États membres et de plus en plus complexes. «La PAC est devenue illisible, c'est un monstre bureaucratique», souligne Céline Imart. Cette renationalisation qui ne dit pas son nom prive beaucoup d'agriculteurs de perspectives et aggrave les distorsions de concurrence. «Nous ne sommes pas plus aidés que les agriculteurs américains,

chinoises ou russes. Mais l'argent de l'Europe est saupoudré. Il sert tout juste à dégager un salaire.»

De quoi faire de la graine de gilet jaune, même si les syndicats agricoles, pourtant réputés virulents, sont restés en marge du mouvement. La ferme de Céline Imart dépend à 20 % des subventions européennes, ce qui lui permet de dégager l'équivalent d'un smic, bien loin de ce qu'elle aurait gagné en poursuivant sa carrière commencée à Santiago. Avec son mari, qui possède une petite entreprise de transport, elle ne prend qu'une semaine de vacances par an à la mer dans de modestes stations du Languedoc. «Je ne veux pas faire du Houellebecq, mais un agriculteur se suicide tous les deux jours. Beaucoup n'osent pas demander le RSA, par fierté... Ce sont les épouses ou les mères qui appellent le téléphone d'urgence de la Mutualité sociale agricole.» Mais, pour elle, le pire c'est que «l'Europe et la France n'ont plus de vraie stratégie pour l'agriculture». Oublié «le pé-

Le Brexit sans mode d'emploi

La perspective d'un Brexit dur inquiète sérieusement les agriculteurs français. L'agriculture française dégage un excédent commercial de 3 milliards d'euros avec le Royaume-Uni, son troisième client derrière la Belgique et l'Allemagne. Un rétablissement des droits de douane affecterait tout spécialement les vins et spiritueux, les produits laitiers ou les pommes, dont les Français sont le principal fournisseur. Thierry Pouch, chef économiste de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, insiste sur le fait que les exportateurs européens vers le Royaume-Uni devront chercher d'autres débouchés. «Ce qui va exercer une pression à la baisse des prix au sein de l'Union.» De quoi saborder les effets de la loi Alimentation...

Scotché. Le 22 novembre 2018, dans «L'Emission politique», Céline Imart laisse Nicolas Hulot sans voix en l'interrogeant sur le diméthoate.

trole vert de la France», cher au président Giscard d'Estaing. Certes, la France demeure le premier producteur agricole de l'Union et continue d'aligner des excédents commerciaux (5,9 milliards d'euros l'an dernier), qui contrastent avec les déficits de l'industrie (40 milliards). Mais elle exporte désormais moins que l'Allemagne et les Pays-Bas. Dans les céréales, produits de grande exportation, la Russie et l'Ukraine ont pris la main et s'attaquent un à un aux marchés français, comme le Maghreb.

Pas fan de bio. «Si les agriculteurs gagnaient davantage, on pourrait au moins financer une montée en gamme.» Et pourquoi ne pas passer au bio? «Je n'ai rien contre le bio, si on nous demande de faire sans chimie, de faire plus vert, il n'y a aucun problème. A condition de surveiller ce que l'on importe et de valoriser nos produits.» A son ton, on sent tout de même que Céline Imart n'est pas une fanatique du bio, malgré les dégâts provoqués par les excès de l'agriculture intensive sur la qualité des sols et de l'eau ou sur les oiseaux et les abeilles. «Le bio, prophétise-t-elle, on en reparlera dans cinq ans, quand la grande distribution aura mis le prix du bio au prix du conventionnel. Ce ne sera plus la même musique.» Il reste que pour elle «le passage au bio pour les grandes cultures est plus compliqué que pour le maraîchage ou même les productions animales. Avec le bio, les rendements baissent et si le blé n'est pas suffisamment valorisé, on ne tient pas financièrement. Il faut aussi passer plus souvent dans les champs, ce qui entraîne plus de dépenses en gazole, mais aussi plus de travail et donc plus de main-d'œuvre. Et moi, je suis seule. Même si mon père ou des voisins me donnent un coup de main de temps en temps». Alors quelles perspectives pour l'agricultrice d'Aguts? «Je ne sais pas, je réfléchis.» Retourner à la ville? «Elle me manque, dit-elle, mais si je m'y installais la campagne me manquerait sûrement.» L'aveu d'une passion... Malgré tout ■

Salon international de l'agriculture, du 23 février au 3 mars, Parc des expositions, porte de Versailles, à Paris.



« Avec le bio, les rendements baissent et on ne tient pas financièrement. » Céline Imart